

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE, COMMERCE.

L'ÉCHO SAUMUROIS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES, INSERTIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS.

PRIX DES ABONNEMENTS :

Un an, Saumur. . . 18 fr. p. c. Poste, 24 fr. p. c.
Six mois, — . . . 10 — — 13 —
Trois mois, — . . . 5 25 — 7 50

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — Les abonnements demandés, acceptés ou continués, sans indication de temps ou de termes seront complétés de droit pour une année. — L'abonnement doit être payé d'avance. — Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 20 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

Gare de Saumur (Service des trains de voyageurs).

DÉPARTS DE SAUMUR VERS ANGERS.

3 heures 09 minutes du matin.

6 — 45 — —

9 — 02 — —

1 — 33 — — soir,

1 — — — —

7 — 22 — —

DÉPARTS DE SAUMUR VERS TOURS.

3 heures 03 minutes du matin.

8 — 20 — —

12 — 38 — —

4 — 44 — — soir,

10 — 30 — —

Le train d'Angers, qui s'arrête à Saumur, arrive à h. s.

PRIX DES INSERTIONS :

Dans les annonces 30 c. la ligne.
Dans les réclames 30 —
Dans les faits divers 50 —
Dans toute autre partie du journal. 75 —

RÉSERVES SONT FAITES :
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas;
Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

ON S'ABONNE A SAUMUR,
AU BUREAU DU JOURNAL, place du Marché-Noir, et
chez MM. GRASSET, JAVAUD et MILON, libraires.

Chronique Politique.

La presse anglaise se montre sévère pour les révoltés de Montmartre et pour l'inertie de la garde nationale : « L'étoile de Paris a pâli devant l'insanité de l'émeute, la gloire de Buzenval est ternie par le crime de dissensions semblables en pareil moment. »

Pour le *Times*, les malheurs de la France viennent de son manque de respect pour les autorités et pour les lois. Ceux qui ont commis le crime, et ceux qui ne l'ont pas empêché sont coupables et responsables du meurtre de Clément Thomas, un vieux soldat de la liberté, et du général Lecomete.

« C'est, dit encore la feuille anglaise, le plus fâcheux symptôme pour Paris, que tant de gardes nationaux aient été vus abandonnant le poste du devoir, et si leur criminelle faiblesse a de terribles conséquences, la faute en est à eux. »

Si dure que soit la nécessité, il est clair que toute la France, qui est du côté de la loi, doit se ranger autour de M. Thiers à Versailles, et, si les insurgés persistent dans leur rébellion, marcher sur Paris. Si le retour à l'autorité ne doit avoir lieu que par la guerre civile, il faut s'y décider résolument; mais, il est peut-être réservé à la France, pour dernière humiliation, de faire appel aux troupes de ses ennemis, encore campés sur la rive droite de la Seine, afin de protéger la masse du peuple contre la violence de ses propres frères. »

Pour le *Daily-News*, la répression doit être rapide, car l'ennemi est déjà dans les environs de Paris, prêt à agir ÉNERGIQUEMENT, si le pays ne s'affranchit pas lui-même du joug d'une populace déraisonnable.

Il paraît certain que la Russie masse en nombre considérable, et par centaines de mille, ses meilleures troupes sur les confins de la Turquie. Pendant ce temps-là, il est bien naturel que M. de Bismark rende à son confrère et allié le service de nous tenir en haleine par l'*Internationale*, et assez longtemps pour qu'au moment où nous sortirons de ce pétrin la farce soit jouée en Orient comme en Allemagne.

MANIFESTE DES DÉPUTÉS DE PARIS.

A nos mandants, électeurs de la Seine.

Chers concitoyens,

Le compte-rendu de la séance du 10 mars vous a dit avec quelle énergie nous avons insisté pour la translation de l'Assemblée nationale à Paris. Nous avons hâte d'être au milieu de vous.

Nous avons du moins contribué à déjouer le projet de donner pour résidence à l'Assemblée la ville de Fontainebleau.

Inutile d'ajouter que si on venait proposer de changer la résidence provisoire à Versailles en résidence définitive, cette atteinte au droit de Paris, seule capitale possible de la France, rencontrerait de notre part une résistance inflexible.

En attendant, et vu l'état déplorable où l'Empire a jeté notre pays, nous croyons nécessaire d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à des agitations, dont ne manqueraient pas de profiter nos

adversaires politiques et les envahisseurs de la France, encore campés sur son territoire.

Nous estimons, en outre, que notre présence au poste que vos suffrages nous ont assigné ne saurait être inutile, soit qu'il s'agisse de consolider la République, soit qu'il y ait à la défendre.

Sauvegarder la République, hâter la délivrance du sol français, voilà les deux grands intérêts du moment.

La République! nous la servirons en restant sur la brèche, jusqu'à ce que l'Assemblée actuelle, nommée pour trancher la question de paix ou de guerre et pourvoir aux nécessités résultant de sa décision, fasse place à une Assemblée constituante.

La France! nous la servirons, en nous gardant de tout ce qui serait de nature à amener des conflits dont, nous le répétons, nos ennemis du dedans et du dehors n'auraient que trop sujet de se réjouir.

Telle est, chers concitoyens, la ligne de conduite que nous nous sommes tracée. Nous avons l'espoir que vous l'approuverez.

Peyrat, — Edmond Adam, — Edgard Quinet, — Schœlcher, — Langlois, — Henri Brisson, — Greppo, — Tolain, — Gambon, — Lockroy, — Jean Brunet, — Floquet, — Tirard, — Clémenceau, — Martin Bernard, — Farcy, — Louis Blanc.

A TRAVERS PARIS.

Paris, 22 mars.

Ce matin, la place de l'Hôtel-de-Ville et la Bastille ont encore un aspect plus désert et plus triste que dans la matinée d'hier. A l'Hôtel-de-Ville, les gardes nationaux, moins nombreux, font leur cuisine en plein air, comme aux remparts.

En quittant la place pour aller vers la rue Saint-Antoine, on traverse, au coin de la rue de Riyoli, une nouvelle barricade de pavés, qui n'est pas encore achevée.

Dès 10 heures, des groupes se forment à la Porte Saint-Martin, à la Porte Saint-Denis et sur les boulevards jusqu'à la place de l'Opéra. Le groupe le plus nombreux stationnait en face de la rue Drouot, dont l'abords est défendu par un grand nombre de gardes nationaux. Dans tous ces groupes, on discute avec beaucoup d'animation: la plus grande partie des assistants est antipathique au comité et blâme vivement ses façons d'agir.

La place Vendôme est occupée militairement par un certain nombre de bataillons. Deux pièces de canon sont braquées vers la rue de la Paix et deux autres vers la rue de Castiglione.

Plusieurs compagnies, l'arme au pied, défendent l'entrée de ces deux rues donnant sur la place. Des sentinelles gardent aussi les abords de la rue Neuve-des-Petits-Champs et de la rue Neuve-des-Capucines.

Les voitures ne circulent plus sur la place. Un garde national voulait même empêcher plusieurs personnes de passer près la rue Neuve-des-Petits-Champs; mais, sur la plainte de ces personnes indignées, un capitaine est venu réprimer l'ordre de ce patriote trop zélé.

Dans la rue de la Paix et sur le boulevard des

Italiens, un grand nombre de magasins sont fermés.

Un de nos collaborateurs nous donne sur Montmartre les renseignements suivants :

« A Montmartre, la dernière nuit a été parfaitement calme; la matinée d'aujourd'hui ne l'est pas moins. »

« On remarque, dans les rues, un assez grand nombre de garibaldiens à chemise rouge. »

« Le vote pour la commune, qui devait avoir lieu aujourd'hui est remis à demain jeudi 23 mars. Même dans Montmartre, il y aura des abstentions nombreuses. »

« L'un de nos bataillons de la garde nationale de Montmartre même, le 52^e, composé en majeure partie de gens établis, n'a fourni qu'un petit nombre d'adhérents à l'insurrection. La population tranquille de l'endroit subit donc cette insurrection en silence plutôt qu'elle ne l'approuve. »

« C'est à ce point que les plus chauds insurgés n'ont pas osé, comme à l'Hôtel-de-Ville de Paris, arborer le drapeau rouge: le drapeau qui flotte sur les Buttes et sur les barricades est toujours le drapeau tricolore. »

« Le commandant Piazza est au Château-Rouge. »

« Le « commandant des forces de Montmartre » (sic), général Ganier, qui signe cette fois « Ganier d'Abin », vient d'enjoindre aux capitaines de la garde nationale, par un ordre du jour, d'avoir à « tenir en permanence leurs hommes sous les armes; » et cela, « jusqu'à ce que l'on ait reçu de l'Hôtel-de-Ville l'assurance que plus rien n'est à craindre du parti réactionnaire. »

« Les artilleurs se sont réunis, hier soir, dans la salle Robert (boulevard Rochechouart), pour la nomination de leurs chefs; cette nomination s'est effectuée avec calme. »

« On vient d'apposer une affiche lithographiée, qui convoque pour aujourd'hui même, à une heure, salle de la rue Stephenson, 18, les gardes mobiles et autres, afin d'organiser par eux, de nouveaux bataillons de la garde nationale. Cette affiche est signée: « Les délégués sous la surveillance du comité de vigilance du 18^e arrondissement. »

UN NOUVEAU COMITÉ.

Nous avons déjà la *Fédération républicaine* et le *Comité central*. Voici maintenant un troisième comité qui s'intitule les *Comités réunis de la place de la Corderie*.

Comment avons-nous pu, nous autres électeurs de Paris, nommer tant de comités sans nous en douter ?

Enfin, voici quelles ont été, d'après le *Patriote*, les décisions de ce troisième comité :

« Les Comités réunis qui siègent à la place de la Corderie ont eu, ce mardi 21, une séance extraordinaire à l'effet de délibérer sur les graves éventualités du jour. L'assemblée était présidée par le citoyen Lefrançais. »

« Les citoyens Dupont de Bussac et Songeon y assistaient au nom de l'*Union républicaine*. »

« Le citoyen Malon, adjoint et député démissionnaire, a rendu compte, avec une grande clarté et une vive émotion, des tentatives d'accord qui

avaient été faites entre le Comité central de la garde nationale, les municipalités de Paris et les députés de la Seine. »

Après une discussion assez longue à laquelle ont pris part les citoyens Rège, Minet, Armand Lévy, Vaillant, Jules Vallès, Caussard, Theisz, Tb. Ferret, etc., il a été nommé une délégalion de dix membres pour donner au Comité central tout l'appui possible en vue d'assurer, dans le plus bref délai, l'élection d'un conseil communal à Paris, avec mission de ne rien négliger pour établir à cet effet une entente entre les municipalités, les députés, le Comité central de la garde nationale et la Délégalion des vingt arrondissements. »

Quel gâchis !

M. Flourens était oublié : aussi écrit-il une lettre au *Cri du Peuple* dans laquelle il déclare que « l'Assemblée n'est plus qu'une réunion de factieux que chaque citoyen a le droit et le devoir de mettre hors la loi », et qu'il « faut punir de la peine capitale tout appel à la guerre civile fait par ces factieux ou par leurs délégués civils et militaires. »

C'est dépasser le Comité.

Hâtons-nous de dire que toute l'ardeur guerrière du major Flourens est dirigée contre la France, et que l'ancien héros de la guerre à outrance est on ne peut plus pacifique vis-à-vis des Prussiens.

Des coups de fusil ont été tirés des remparts sur des patrouilles prussiennes qui se seraient approchées de l'enceinte du côté de Belleville et de Ménilmontant. Cette agression, qui du reste n'aurait été justifiée par aucune provocation, aurait amené la réunion d'un conseil de guerre où on aurait proposé, comme mesure de représailles, le bombardement de certains faubourgs contigus à la zone occupée.

Le gouvernement résidant à Versailles aurait immédiatement envoyé une dépêche au quartier-général prussien pour protester contre tout acte d'hostilité qui ferait retomber sur une population inoffensive la faute de quelques insensés ou de quelques scélérats qui semblent n'avoir d'autre but que la ruine de leur pays.

CORRESPONDANCE DE PARIS.

Paris, 20 mars 1871.

Tous les honnêtes gens et les travailleurs dans toutes les classes de la société, à Paris, sont dans l'anxiété du dénouement de la crise terrible que nous traversons. Le comité central, qui a préparé et fait la révolution du 18 mars, se démasque tout-à-fait aujourd'hui dans son journal officiel : c'est bien une révolution socialiste et communiste, le prolétariat qui prétend se substituer à la bourgeoisie; il s'agit de mettre en pratique les théories monstrueuses débitées dans les congrès et les clubs socialistes. Mais ces sectaires ignorants commencent déjà à se butter contre les impossibilités d'exécuter leurs systèmes anti-sociaux.

Il faut nourrir cette armée de quatre cent mille gardes nationaux oisifs; déjà depuis le 18 ils n'étaient pas payés et murmuraient. Il y a des compagnies qui, dans plusieurs quartiers, ont exercé des réquisitions de pain chez les boulangers. Notez que le comité de l'Hôtel-de-Ville distribue des ar-

mes à tous les lignards et mobiles restés dans Paris, ce qui est contraire aux préliminaires de paix et pourrait parfaitement motiver une entrée des Prussiens.

Il faut que le comité trouve un million par jour pour payer son armée de gardes nationaux et d'autres services urgents. Où le prendra-t-il ? Il commence déjà à pratiquer le système des réquisitions dans les caisses publiques et dans celles des gros banquiers. Hier, un délégué des comités socialistes s'est présenté chez M. Rouland, gouverneur de la Banque de France, pour réquisitionner de cet établissement une somme de six millions, sinon la garde nationale affamée pourrait se livrer au pillage. M. Rouland a demandé à en référer au gouvernement national à Versailles, lequel, pour éviter de trop grands malheurs dans Paris, a autorisé la Banque de France à avancer cette somme de six millions.

Ce matin, deux délégués du comité se sont présentés à la maison Rothschild pour réquisitionner une somme de deux millions. Les chefs de cette illustre maison ont déclaré n'avoir pas cette somme à leur disposition, mais ont avancé 500,000 francs. Avec ces deux réquisitions, le comité socialiste aura à peine de quoi vivre pendant huit jours ; or, ils ont bien peur d'être fusillés, le jour où ils ne pourront plus payer leur armée.

Les faits qui précèdent expliquent comment le comité a pu annoncer qu'à partir du 21, la solde de la garde nationale serait faite régulièrement.

... Mais pendant combien de temps ?

Le Journal officiel du comité socialiste cherche à excuser l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas. Les explications qu'ils donnent sont une véritable infamie et prouvent, chez les membres de ce comité, l'absence complète de sens moral.

Les gardes nationaux concentrés au quai de Billy, en face de la Manutention, sont partis hier pour Versailles ; mais arrivés aux fortifications d'Auteuil ils se sont arrêtés et y ont passé la nuit, disant qu'ils avaient assez marché. Ce matin, un grand nombre sont retournés chez eux.

Le soi-disant général Cluseret et un nommé Eudes, membre du Comité socialiste, sont les deux délégués au ministère de la guerre et occupent, l'un le rez-de-chaussée, et l'autre le premier étage.

La préfecture de police est dirigé par le citoyen Duval, qui prend, dit le Soir, le titre de général directeur en chef des prisons. C'est un petit homme blond, à l'œil vif et intelligent, qui exerçait récemment la profession d'ouvrier fondeur.

Il a pour chef d'état-major et secrétaire-général un lieutenant de la ligne.

Des bataillons de la garde nationale insurgée occupent les forts de la rive gauche et les portes de Paris pour s'opposer à l'entrée des troupes venant de Versailles.

Dans cette ville arrivent des départements, d'heure en heure, des régiments, des marins, des gendarmes, des mobiles.

Toutes les gares, depuis Versailles jusqu'aux fortifications de Paris, sont occupées par des gendarmes avec fusil et sac au dos. Il y a un camp de troupes de ligne à Virofflay.

Précautions rigoureuses pour examiner les papiers des militaires venant de Paris.

Le pont de Bois, à Sèvres, va être coupé.

A Versailles, les ministères sont installés au château : l'intérieur et la justice dans la galerie de marbre ; les affaires étrangères provisoirement à la préfecture.

On fait courir le bruit que le duc d'Aumale et le prince de Joinville seraient cachés à Paris. Il est permis d'en douter, car ce serait bien imprudent.

M. de Villemessant s'est sauvé à Bruxelles.

Le bon sens, le sentiment de l'intérêt général, le vrai patriotisme semblent vouloir se ranimer à Paris et faire sortir les honnêtes gens de leur torpeur et de leur inaction. On entend dans tous les quartiers beaucoup de cris : *A bas le comité !*

Vers deux heures une colonne de plus de 6,000 individus, portant un drapeau avec ces mots : *Réunion de tous les hommes d'ordre*, parcourt les boulevards aux cris de : *A bas le comité !*

Pour les articles non signés : P. GODET.

Faits Divers.

La ville de Bordeaux n'a eu d'autre attitude que celle de la consternation en face des événements du 18 mars. Le préfet de la Gironde, M. Barckausen, a lancé une proclamation qui se termine ainsi :

« Ne donnons pas aux Prussiens le spectacle, rêvé par eux, d'un pays déchiré par la guerre civile.

« Unissons-nous tous autour du drapeau de la France, et crions d'une seule voix : *Vive l'ordre ! Vive la République !* »

De son côté, la municipalité bordelaise a fait un chaleureux appel à la concorde :

« Que notre population, dit-elle, que notre garde nationale se donnent fraternellement la main pour conjurer tout désordre dans la cité. L'effort honnête et loyal de tous assurera le salut commun. »

— Les ambassades quittent Paris, qui perd peu à peu tous les rayons de sa couronne, les uns après les autres.

— On lit dans le Français :

Le fait suivant nous est raconté par une personne digne de foi :

« Il y a quinze jours, à Bruxelles, un étranger racontait à un Français, actuellement à Paris, qu'il venait de voir la princesse Mathilde. Celle-ci se promenait, comme une lionne, dans son appartement, en disant : « Les malheureux, ils ne savent pas que mon cousin (Napoléon III) a en main Montmartre et Belleville. »

— Il est certain que l'or bonapartiste est versé à pleines mains, et que, au lieu de 1 fr. 50, il est alloué aux gardes nationaux qui sont embrigadés 6 francs par jour.

Des ouvriers sont venus faire cette déclaration.

— Le Cri du Peuple publie une protestation du « Comité du 18^e arrondissement », qui cherche à se laver du sang de Clément Thomas et du général Lecomte.

Le Comité appelle ces assassinats : « DES ACCIDENTS ! »

— Les sergents de ville de la « république sociale » continuent à faire des arrestations arbitraires. Le général Allard vient d'être mis en prison. Le général Chanzy y est toujours.

— On arrête les voyageurs à la gare d'Orléans, et on leur fait subir des fouilles et des examens qui durent deux heures. Que feraient de plus les Prussiens ?

— Les Prussiens profiteraient-ils de ce qui se passe à Paris pour rompre les négociations ? Quelques paroles de M. Jules Favre font craindre que cette inadmissible prétention ne soit élevée par les chefs de l'armée prussienne.

— On assure que Menotti Garibaldi a pris le commandement des forces insurrectionnelles que commandait, à Montmartre, le général Ganier.

— Le Journal des Débats donne la raison pour laquelle un grand nombre de gardes nationaux ne portent sur le képi aucun numéro d'ordre :

« Certains bataillons, dit-il, qui ont refusé de reconnaître l'autorité du Comité central sont mis en suspicion, et il serait imprudent à eux de se promener avec les preuves d'indignité écrites sur le front. Beaucoup d'autres gardes ne se sont enrégimentés que d'hier et n'ont que de ce moment un fusil et un képi. Beaucoup ne sont ni gardes nationaux ni soldats, mais c'est cette écume qui paraît chaque fois que l'agitation politique remue toutes les couches de la population. Ceux-là ne sont pas les moins nombreux ni les moins bruyants. »

— On lit dans la Liberté :

« M^{me} Clément Thomas, amenée chez des amis, rue de Trévis, a cru d'abord que son mari n'était que prisonnier de la garde nationale de Montmartre. Elle n'a été informée que dimanche de la mort tragique de l'infortuné général. La terrible nouvelle a provoqué chez la pauvre veuve une crise de nerfs qui ne s'est calmée que pour faire face aux expressions du plus navrant désespoir. M. Schœlcher s'efforçait de lui prodiguer des consolations. »

— Marseille est en proie à toutes les grèves imaginables. C'est maintenant le tour des marins de demander une augmentation de salaire.

— L'Union libérale annonce que sous peu de jours des semences d'une valeur de 5,000 livres sterling (125,000 fr.) doivent être distribuées dans la Beauce, depuis Tours, par Orléans et Chartres, jusqu'aux environs de Paris, par la société anglaise *French peasant farmers seed fund*. Une somme égale sera affectée aux distributions qui doivent être faites aux fermiers placés au nord de la capitale.

Dans une lettre écrite au Times par l'honorable M. Vernon, président de ladite société anglaise, il est fait un appel chaleureux au public anglais pour que l'œuvre de secours puisse s'étendre aux autres départements de la France désolés par la guerre.

LES VIEUX ET LES JEUNES.

Le pape Pie IX a 79 ans, et son ministre, le cardinal Antonelli, en a 65.

Le prince Gortschakoff est plus que septuagénaire ; il est de 1800.

M. Thiers a 74 ans, et s'il devient président de la République française, il succédera à un empereur de 63 ans.

Le roi de Prusse a le même âge que M. Thiers, de Moltke a 70 ans, von Roon 68 ans et de Bismark 57 seulement.

Lord Russell approche de sa 80^e année ; MM. Disraeli 66 et Gladstone 63 ; Guizot a 80 ans ; Rémusat 74 ; Saint-Marc Girardin 70 ; Dufaure 73 ; Victor Hugo 69 ; Crémieux 75 et J. Favre 62.

Raspail est octogénaire, Blanqui septuagénaire et les deux journalistes Delescluze et Girardin ont respectivement 62 et 65 ans.

Le duc de Nemours a 57 ans, le prince de Joinville 53, le duc d'Aumale 49 et le comte de Chambord 51.

M. Gambetta n'a que 32 ans et le comte de Paris 33.

M. J. Simon a 57 ans, lord Granville 56 et M. Louis Blanc 58. (Phare de la Loire.)

Chronique Locale et de l'Ouest.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Angers, 23 mars, 10 h. 57 s.

Préfet à sous-préfets Saumur, Cholet, Baugé, Segré.

Je reçois dépêche suivante que je fais imprimer pour être envoyée dans toutes les communes.

Une fraction considérable de la population et de la garde nationale de Paris sollicite le concours des départements pour le rétablissement de l'ordre.

Formez et organisez des bataillons de volontaires pour répondre à cet appel et à celui de l'Assemblée nationale. Avertissez-moi de ce que vous aurez fait et des dispositions que vous aurez rencontrées.

J'invite les maires par lettre individuelle à favoriser les enrôlements qui se feront dans les mairies. Secondez de tous vos moyens cet appel au pays.

Pour copie conforme,
ABELLARD.

LÉGIION DES VOLONTAIRES DE L'OUEST.

Rennes, 19 mars 1871.

Les derniers événements de Paris menacent gravement la société et compromettent le salut de la France, au moment où l'étranger vainqueur foule encore notre sol.

C'est à la province de se défendre ; à elle la haute mission de protéger, en France, l'ordre et l'autorité.

Chargé par le gouvernement d'augmenter immédiatement la légion des volontaires de l'Ouest, je me hâte de faire un appel à tous les hommes de cœur.

Je m'adresse à tous ceux qui veulent, dans ce moment suprême, défendre l'ordre, la famille et la religion ! J'espère que mon appel sera entendu.

C'est à Rennes que se concentre la légion, et nos bureaux de recrutement dirigeront sur cette ville tous les volontaires.

Le général commandant la légion,
BARON DE CHARETTE.

MES ADIEUX A GUILLAUME ET COMPAGNIE.

Va, rapace Germain, va, monstre sanguinaire,
Abandonne la France et rentre en ton repaire
Va dévorer les biens ravés aux malheureux ;
C'est leur sang que tu bois dans ton antre hideux ;
Puisse-t-il apaiser ta soif insatiable,
Puisse-t-il endormir ta fureur exécutable ;

Rappelle les bandits dont tu fais les soldats,
Ils sont dignes de toi, dignes des Etats.
Tu peux les inviter à partager ta joie,
Ils l'ont bien mérité, gorge-les de ta proie.
Délivre enfin la France, emmène les bandits
Où, pour salir la terre, ils ont été vomis.
On ne peut plus salir la terre germanique,
Qu'ils aillent respirer son odeur méphitique.
Féroce majesté, rentre dans tes forêts,
Avec leurs habitants tâche de vivre en paix.
Fils aîné de Satan, digne enfant de ton père,
L'Enfer ne t'a vomi que pour troubler la terre ;
Retourne d'où tu viens, ranime ta fureur,
Vil esclave Bismark, avec ton empereur.

Tes lauriers sont flétris, ta victoire est souillée ;
La France n'est pas morte, elle n'est que pillée ;
Nous t'en laissons la gloire, elle est digne de toi ;
Elle est pour les brigands qui n'ont ni foi ni loi.
Adieu, cruel tyran, va jouir de ton crime,
Car bientôt de la mort tu seras la victime ;
Ta trop longue carrière annonce à l'univers
Que bientôt tu seras la pâture des vers ;
Mais avant ce moment, ton âme criminelle
Comparaitra devant la justice éternelle
Pour entendre l'arrêt lancé sur le méchant :
« Retire-toi, maudit, tu n'es pas mon enfant,
» Tu n'es qu'un héritique, un voleur homicide,
» Je ne te connais plus, retire-toi, perfide ;
» Objet de mon courroux, habite dans le feu
» Que souffle ma colère..... »

Adieu, Guillaume, adieu.

20 Mars 1871.

R. B.

Pour chronique locale et faits divers : P. GODET.

Dernières Nouvelles.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Versailles, 23 mars, 12 h. 45 soir.

Le président du conseil, chef du pouvoir exécutif, aux préfets et sous-préfets.

La situation se maintient telle que nous l'avons décrite les jours précédents.

Toutes les parties de la France sont unies et ralliées autour de l'Assemblée nationale et du Gouvernement. Hier l'Assemblée a tenu un comité secret qui a duré une partie de la nuit et pendant lequel on a discuté le projet d'un envoi de gardes nationaux chargés de concourir à la défense de la Représentation nationale.

Le principe de cet envoi a été posé.

Les départements doivent s'y préparer.

A Paris le parti de l'ordre a été en collision avec les insurgés. Il faisait une manifestation sans armes dans le sens de l'ordre. Un feu ouvert sur cette foule désarmée a fait de trop nombreuses victimes et soulève une indignation générale. Le parti de l'ordre a couru aux armes et occupe les principaux quartiers de la capitale. Les insurgés sont contenus.

A Lyon, les anarchistes ont proclamé la commune et fait des manifestations demeurées sans réponse dans le reste de la France.

L'armée se renforce à chaque instant. Le 43^e de ligne, resté dans le jardin du Luxembourg, a fait noblement son devoir en traversant tout Paris sans avoir consenti à rendre ses armes. Il vient de défilé devant le chef du gouvernement au milieu des acclamations générales. Les officiers et soldats qui se sont honorés de cette conduite si méritoire ont été justement récompensés.

A THIERS.

La Chambre insiste vivement pour que M. Thiers, nommé un remplaçant au général Le Flô.

Le général Le Flô reste ministre de la guerre ; M. Thiers ne consent pas à sa retraite. Le général de Cessey, dont on avait parlé pour le remplacer, est encore à Hambourg.

M. Thiers n'a pas pris la parole dans le comité secret. Les maires de Paris ont parlé souvent, et M. Floquet est monté plusieurs fois à la tribune.

Ce matin, des gardes nationaux dévoués à l'ordre ayant fait prisonniers trois insurgés, les amenaient à Versailles par le train de huit heures et demie. Le train a été arrêté à Levallois par une bande d'insurgés, les prisonniers mis en liberté, et les patriotes et courageux citoyens qui s'étaient emparés d'eux ont été faits prisonniers.

La Bourse de Paris reste fermée aujourd'hui.

Pour les dernières nouvelles : P. GODET.

P. GODET, propriétaire-gérant.